



Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov • Panorama • Numéro 108 • Décembre 2009 - Janvier 2010

Actualités

L'Ambassade des Etats-Unis a participé à la 12^{ème} FILDAK.....2

Lutte contre le trafic des stupéfiants : les Etats-Unis épaulent l'Afrique de l'Ouest3

Le secteur privé s'engage dans la lutte contre le paludisme.3

L'USAID et la Fondation Sonatel veulent maintenir les filles à l'école4

Des magistrats sénégalais séjournent aux Etats-Unis5

L'ambassade des États-Unis célèbre la Semaine Internationale de l'Education.....6

Focus

Le Sommet de Rome cherche à promouvoir la sécurité alimentaire dans le monde7

M. Obama participe à la conférence de Copenhague sur les changements climatiques ..8

Mme Clinton réaffirme la volonté de coopération des États-Unis avec le monde musulman10

Son Excellence, Madame Marcia S. Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique auprès de la République du Sénégal et de la République de Guinée-Bissau, et toute son équipe vous souhaitent une excellente année 2010 !

Chers lecteurs,
Chers amis,

Je suis particulièrement heureuse de vous présenter mes vœux les plus sincères pour cette nouvelle année qui commence.

Ces vœux de bonheur et de réussite, je les forme avec l'ensemble de mes collaborateurs à Dakar et partout où nous sommes représentés au Sénégal. Ensemble, chaque jour, nous travaillons à votre service et avec votre aide au renforcement des relations séculaires entre le Sénégal et les Etats-Unis.

Tous mes vœux de réussite pour les projets qui seront entrepris en 2010 !

Le Sénégal est l'un de nos plus importants partenaires en Afrique, sur la base d'une longue histoire d'étroite coopération et d'amitié. Ensemble, les peuples sénégalais et américains ont travaillé sur la promotion de la transparence, la bonne gouvernance, des Droits humains, le désarmement, la résolution des conflits, les missions de maintien de la paix dans le monde, et le Sénégal a été un partenaire inestimable dans la lutte contre le VIH/SIDA et contre le terrorisme. L'USAID a consacré plus de 204 millions de dollars (1998-2006) dans des programmes pour développer le secteur privé, le renforcement de la démocratie, et l'aide à l'éducation et la santé. Le Corps de la Paix travaille au Sénégal depuis 1963. En permanence, plus de 160 volontaires offrent leurs talents pour aider les sénégalais à s'aider eux-mêmes.

L'ambassade est également responsable dans la conduite des relations bilatérales avec la Guinée-Bissau où nous aidons le gouvernement Bissau-guinéen à atteindre ses objectifs de réconciliation nationale, de construction de la démocratie, de développement économique, et de lutte contre l'accroissement du trafic de drogue.

Vous pouvez apprendre plus sur l'ambassade et le travail que nous faisons ici au Sénégal, en consultant notre magazine Panorama. J'espère que vous trouverez nos pages agréables et pleins d'information, et bien entendu, vos commentaires, suggestions ou idées, pour rendre ce service plus complet et utile, y sont les bienvenus.

Marcia S. Bernicat

A

L'Ambassade des Etats-Unis a participé à la 12^{ème} FILDAK

L'Ambassade des Etats-Unis a respecté la tradition en participant à la 12^{ème} FILDAK, en partenariat avec les éditions Nouveaux Horizons. Contrairement à ce que son nom peut suggérer, les Nouveaux Horizons sont américains. Il s'agit d'un programme du gouvernement américain qui permet de traduire en français des ouvrages d'auteurs américains, généralement des best-sellers. C'est un programme subventionné dont l'un des objectifs est de permettre aux pays en voie de développement francophones, plus particulièrement ceux d'Afrique, d'accéder à moindre coût à une partie de la production intellectuelle américaine. Les thèmes couverts vont concerner principalement les sciences sociales et la société américaine, mais également quelques aspects des sciences et techniques.

Comme à chaque édition, les Nouveaux Horizons ne présente qu'un stock limité pour faire la promotion de leurs ouvrages, ceci pour ne pas faire une concurrence déloyale à ses propres clients sénégalais, plus particulièrement les librairies Quatre Vents et Clairafrique. Et beaucoup de titres

ont vu leur stock s'épuiser après les deux premiers jours, ce qui indique de bonnes opportunités pour les librairies clients des Nouveaux Horizons. Nous citeront plus particulièrement les deux ouvrages du président Barack Obama (*Les Rêves de mon père* et *L'Audace d'espérer*), la 13^{ème} édition du *Marketing Management* de Kotler et d'autres ouvrages de management.

La FILDAK a également toujours été un moment majeur pour le bureau culturel de l'ambassade pour communiquer avec le public sur ses services et ressources. Ainsi, outre l'organisation quotidienne de jeux de questions/réponses sur les États-Unis et sur l'environnement (Conférence de Copenhague oblige!) avec des prix pour les gagnants, le staff du stand a eu à répondre aux questions des élèves et étudiants sur les études aux Etats-Unis, et à répondre positivement aux nombreuses sollicitations des visiteurs pour prendre une photo avec l'effigie du président Obama postée à l'entrée du stand.



Mme PAO Robin Diallo, Conseillère aux affaires publiques de l'Ambassade des Etats-Unis, reçoit le ministre de la culture M. Serigne Modou Bouso Lèye dans le stand de l'ambassade des Etats-Unis.



M. Demba Sene, Directeur du service d'information et de documentation de l'ambassade des Etats-Unis, en discussion avec des visiteurs sous l'oeil de Mme la Conseillère aux affaires publiques.

Lutte contre le trafic des stupéfiants : Les Etats-Unis épaulent l'Afrique de l'Ouest.

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Madame Marcia S. Bernicat, et Monsieur Bécaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, ont présidé le mardi 10 novembre la cérémonie d'ouverture d'un atelier régional sur le thème "Combattre le trafic des stupéfiants en Afrique de l'Ouest". Cet atelier s'est tenu à Dakar du 9 au 12 novembre 2009.

Cet atelier, organisé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique en coopération avec l'Ambassade des États-Unis à Dakar, a mis en lumière les menaces que pose la contrebande des stupéfiants vis-à-vis de la sécurité nationale et régionale en Afrique et a étudié à fond les défis que doivent relever les décideurs africains et internationaux pour résoudre ce problème. Les participants ont examiné les récentes constatations concernant l'organisation, la dynamique et l'ampleur du trafic de stupéfiants en Afrique

de l'Ouest, ses répercussions sur la sécurité nationale, sous-régionale et mondiale, ainsi que l'incidence de la contrebande des stupéfiants sur les efforts qui sont déployés actuellement en faveur de la démocratisation, de la lutte contre la corruption, du développement et de la santé publique en Afrique de l'Ouest.

Cet atelier a réuni une soixantaine de participants venus d'Afrique de l'Ouest, des États-Unis et d'Europe, ainsi que des représentants d'organisations internationales clés, telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine, l'ONU et Interpol. Le trafic de stupéfiants constitue aujourd'hui une menace de premier plan pour la sécurité, la gouvernance, le développement et la santé publique en Afrique de l'Ouest, le commerce de la drogue au niveau sous-régional étant évalué à près de 2 milliards de dollars par an.

Le secteur privé s'engage dans la lutte contre le paludisme.

Le Service Commercial de l'Ambassade des Etats-Unis a participé au petit-déjeuner débat organisé par la Chambre de Commerce Américaine à Dakar le 6 novembre 2009 sur le thème suivant: « Xeex Sibbiru : la participation du secteur privé dans la lutte contre le paludisme. »

Des invités de marque se sont exprimés afin de faire connaître les dernières statistiques et mesures pour éradiquer ce problème majeur de santé publique.

Le grand artiste de renommée internationale Youssou Ndour a parlé de son engagement et de sa campagne Surround Sound portée par sa nouvelle chanson « Xeex Sibbiru » (lutte contre le paludisme) soutenant la campagne menée par Malaria No More, représentée par Martin Edlund, Directeur de Communication du Programme. Le Docteur Mame Birame Diouf du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) a rappelé à l'audience les chiffres en amélioration mais encore trop élevés de cas de paludisme à travers le Sénégal.

La lutte contre le paludisme gagne de plus en plus de terrain et devient un mouvement populaire de masse au Sénégal, en partie grâce à la campagne Xeex Sibbiru de Youssou Ndour et Malaria No More. Le Sénégal est entrain de devenir un

exemple de succès en Afrique de l'Ouest à travers le travail d'une forte coalition internationale dirigée par le PNL.

Le Service Commercial a pour mission de promouvoir l'accroissement des échanges commerciaux entre le Sénégal, la sous-région et les États-Unis par le biais de salons internationaux, de recherches de partenaires ou de conseils aux entrepreneurs. Il encourage les sociétés du secteur privé à s'engager dans cette lutte et participer à une des plus grandes campagnes de communication dans le secteur de la santé de l'histoire du Sénégal.



Le chanteur Youssou Ndour entouré d'entrepreneurs et des membres du service commercial de l'ambassade.

A

L'USAID et la Fondation Sonatel veulent maintenir les filles à l'école

L'Administratrice Générale de la Fondation Sonatel, Mme Ndèye Lala Trawaré Coulibaly et le Directeur de l'USAID, M. Kevin Mullally ont signé à Dakar ce lundi 09 novembre 2009 une convention de partenariat quinquennal (2009-2014) pour l'octroi, dans les cinq prochaines années, de 2475 bourses à 825 filles issues de familles défavorisées dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kolda et Tambacounda.

C'était en présence du ministre de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues nationales, M. Kalidou Diallo et du président du Conseil de la Fondation Sonatel, M. Cheikh Tidiane Mbaye.

Ce programme, d'un financement global de 505 millions 505

milles F CFA, sera le deuxième du genre entre l'USAID et la Fondation Sonatel, après celui réussi de 2004-2009 qui avait permis d'octroyer 900 bourses scolaires à une première cohorte de 300 filles issues de familles démunies dans les régions de Kolda, Tambacounda et Fatick.

Les excellents résultats obtenus encouragent la Fondation Sonatel et l'USAID à reconduire cette intervention conjointe en élargissant et en diversifiant à la fois les régions et le nombre de filles bénéficiaires.

C'est ainsi que pour cette deuxième Convention :

- Le montant du financement passe de 100 millions de F CFA en 2004 à 505 millions 505 mille F CFA cette année, équitablement partagé entre l'USAID et la Fondation Sonatel ;
- Le nombre de régions du Sénégal concernées passe de 3 à 6 : Kaolack, Kaffrine et Diourbel rejoignent Kolda, Tambacounda et Fatick ;
- Le nombre de filles bénéficiaires passe de 300 à 825 ;
- Le nombre de bourses octroyées passe de 900 en 2004-2009 à 2475 en 2009-2014.

Ce programme d'appui au maintien et à la réussite des filles à l'école par le biais de petites subventions et d'opportunités de création de revenus en faveur des mères pour leur permettre de faire face aux coûts inhérents à l'éducation de leurs filles, favorise la promotion de l'excellence chez ces collégiennes et lycéennes. Il leur a permis, en 2004-2009, d'achever leurs cycles d'études moyennes et secondaires avec un taux de réussite exceptionnel au Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM) et au baccalauréat, supérieur à la moyenne nationale.

Cette initiative de la Fondation Sonatel et de l'USAID contribue largement à l'atteinte des objectifs d'éducation au Sénégal.

La Fondation Sonatel et l'USAID travailleront en étroite collaboration pour concevoir, soutenir, développer et superviser des programmes visant à promouvoir le maintien des jeunes filles dans les collèges et lycées publics du Sénégal.



M. Kevin Mullally, Directeur de l'USAID, M. Khalidou Diallo, Ministre de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues nationales et M. Jean Bardet, Directeur Générale Adjoint de la Sonatel lors de la cérémonie de signature de la convention de financement.

Des magistrats sénégalais séjournent aux Etats-Unis

Dans le cadre de la coopération entre le Sénégal et les Etats-Unis, huit magistrats sénégalais issus de différentes juridictions du pays, ont séjourné du 9 au 19 septembre 2009 aux Etats-Unis d'Amérique.

Cette visite, qui entre dans le cadre du International Visitor Leadership Program, a permis à ces magistrats de mieux faire connaissance avec le système judiciaire américain. Comme de coutume, l'Ambassade des Etats-Unis a eu séance de restitution avec eux après leur retour, une séance riche en enseignements.

Les magistrats sénégalais ont été unanimes quant à richesse et à l'utilité du programme. Il leur a particulièrement permis de voir leurs collègues américains à l'œuvre et de partager ainsi leur expérience. Ils ont mis l'accent sur le caractère chargé du programme. Mais c'était aussi une façon de leur permettre de voir comment le temps est géré aux USA. Ils ont aussi apprécié leurs conditions d'accueil et de travail.

Cette séance de debriefing a noté la participation d'un de leurs aînés, le Juge Moustapha Fall, ancien boursier du programme d'échange de l'Ambassade. Monsieur Fall a fait part de quelques projets qui ont été entamés après son programme, mais il a aussi tenu à expliquer qu'il y'a eu des contraintes qui empêchent d'atteindre les objectifs fixés.

Le Président de l'Association des Anciens Boursiers, Monsieur Ousmane Sène a lui profité de cette séance pour inviter les magistrats à intégrer l'Association.

Ce fut l'occasion d'expliquer aux magistrats l'importance de la communauté des anciens boursiers du Département d'Etat. C'est une communauté en ligne qui permet de garder le contact avec tous les anciens boursiers, de tous les coins du monde. C'est aussi un moyen d'élargir leur réseautage.

L'Ambassade des Etats-Unis organise ce genre de programme dans le but d'améliorer ses programmes d'échanges et de garder le contact avec ses anciens boursiers ou Alumni.

On appelle Alumn ou ancien boursier toute personne ayant eu à participer à un programme de visite ou d'échanges aux USA. Ces visites sont sponsorisées par le département d'Etat.

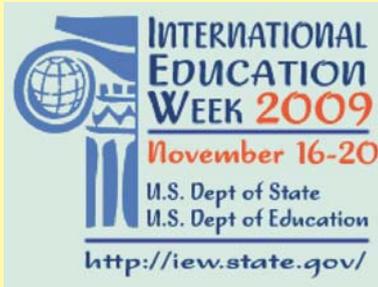
Les différents programmes sont : Fulbright, International Visitor, American Studies, Humphrey, Voluntary Visitor, Junior Staff Development, Etc.



Des magistrats de retour des Etats-Unis participent à une séance de restitution.

A

L'ambassade des États-Unis célèbre la Semaine Internationale de l'Éducation



La Semaine de l'éducation internationale tenue du 16 au 20 novembre 2009 a été une occasion pour célébrer les bienfaits de l'éducation internationale

dans un monde en mouvement. Cette initiative conjointe du Département d'Etat américain et du ministère américain de l'éducation fait partie des efforts pour promouvoir des programmes qui préparent les Américains à un environnement mondial et d'attirer les futurs dirigeants de l'étranger pour venir apprendre et échanger des expériences aux États-Unis.

Au Sénégal, plusieurs activités ont été organisées pour marquer l'évènement. A Dakar, des séances de discussion

sur le thème, menées par le bureau de la diplomatie publique de l'Ambassade des États-Unis, à la bibliothèque de Yoff, à Suffolk University, à l'Institut Africain de Management et l'Institution Sainte Jeanne d'Arc ont enregistré une grande affluence. Ces rencontres ont permis aux participants, d'avoir une meilleure information sur les études supérieures aux États-Unis, particulièrement: la structure des universités, le coût des études, le processus et le calendrier d'inscription, le visa étudiant, les aides financières, etc.

Le Bureau régional de langue anglaise a organisé des ateliers de perfectionnement des enseignants, des visites de classe et les activités de clubs d'anglais dans les régions reculées de l'Est de Tambacounda, Kédougou et Salemata, à 500 et 800 km de la capitale. Dans l'ensemble environ 150 à 200 professeurs et étudiants ont assisté à ces activités. À ces occasions, de nombreux ouvrages de référence et des dictionnaires ont été remis aux écoles qui ont désespérément besoin de matériels didactiques.



Des professeurs d'anglais se réunissent pour un film.

Le Sommet de Rome cherche à promouvoir la sécurité alimentaire dans le monde

Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui s'est tenu du 16 au 18 novembre à Rome, a offert une chance d'élargir la coalition internationale qui s'attache à promouvoir une plus grande sécurité alimentaire pour plus d'un milliard d'habitants de la planète qui souffrent de sous-alimentation chronique.

M. Franklin Moore, second administrateur adjoint du bureau consacré aux affaires africaines au sein de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui est également chargé de la coordination des mesures de promotion de la sécurité alimentaire, a tenu ces propos le 13 novembre, lors d'un entretien accordé à America.gov juste avant son départ pour le Sommet de Rome organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). M. Moore fait partie de la délégation des États-Unis à ce sommet, qui devait attirer une bonne soixantaine de chefs d'État et de gouvernement.

Selon M. Moore, le gouvernement des États-Unis espère « que ce sommet avalisera toute une série de mesures qui ont été prises à ce jour, en particulier lors du sommet de l'Aquila et du Sommet du G20 à Pittsburg », et que ces mesures seront désormais considérées comme des moyens de lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde.

M. Moore a affirmé que le Sommet de Rome était une chance pour la communauté agricole mondiale de concrétiser toutes ces choses afin de faire progresser les petites exploitations agricoles qui sont la clé du règlement du problème de l'insécurité alimentaire.

Il a ensuite qualifié l'insécurité alimentaire de « problème critique » dans le monde, un milliard de personnes étant considérées comme souffrant chroniquement de la faim.

Selon lui, le rôle des États-Unis et d'autres pays donateurs est de « coopérer avec les pays (...) qui ont dressé des plans impliquant le gouvernement et la société civile » afin d'examiner à la fois les raisons et les solutions de l'insécurité alimentaire chronique.

Il a qualifié les principes arrêtés à l'Aquila, qui reposent notamment sur une solution pays par pays, de « nouveau

paradigme » de règlement du problème de l'insécurité alimentaire par le truchement de la coopération internationale. Cette méthode signifie que « chaque pays concerné prend l'initiative et joue un rôle actif dans la lutte pour la sécurité alimentaire ».

Or, selon lui, une telle méthode est fondamentalement importante. « Lorsqu'on analyse le concept d'insécurité alimentaire (...) les solutions à long terme dépendent fortement de ceux qui sont concernés par la solution », ces derniers étant en effet les mieux placés pour comprendre leurs propres problèmes et évaluer les solutions éventuelles.

L'insécurité alimentaire est un problème mondial, a ajouté M. Moore, mais elle touche particulièrement l'Afrique, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, la Corée du Nord étant un cas particulier, a-t-il précisé.

Les États-Unis sont le principal donateur d'aide alimentaire dans le monde, a-t-il précisé. En 2008, l'USAID a fourni 2,6 millions de tonnes de vivres, d'une valeur de 2,6 milliards de dollars, à l'intention de 56 millions de personnes dans 49 pays sur quatre continents.

La secrétaire d'État américaine, Mme Hillary Rodham Clinton, a d'ailleurs évoqué cette approche globale lorsqu'elle a récemment affirmé que l'aide alimentaire ne visait pas seulement à nourrir les gens, mais qu'elle impliquait des dossiers clés tels que la sécurité physique, économique et environnementale.

Cette méthode, a précisé M. Moore, contient « une disposition à court terme » prévoyant la réaction immédiate aux urgences causées par les sécheresses et autres catastrophes naturelles telles que les inondations. Mais elle va plus loin en envisageant des solutions à moyen et à long termes au problème de l'insécurité alimentaire.

L'une de ces solutions consiste à réfléchir aux changements susceptibles d'aider les petits exploitants à produire plus, ce qui engendrerait des revenus plus élevés pour les agriculteurs du monde entier.

Le pape Benoît XVI, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, participent au Sommet de Rome.



La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Rodham Clinton prononce une allocution à un événement mondial de sécurité alimentaire à l'Organisation des Nations Unies à New York City, New York, le 26 Septembre 2009.

F

M. Obama participe à la conférence de Copenhague sur les changements climatiques

À la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est tenue du 7 au 18 décembre à Copenhague, le président Obama a proposé un plan visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre des États-Unis d'environ 17 % d'ici à 2020 par rapport à leurs niveaux de 2005, a indiqué la Maison-Blanche. L'objectif à long terme du chef de l'exécutif américain est de parvenir à une réduction des émissions de dioxyde de carbone (ou gaz carbonique) qui atteindrait 83 % d'ici 2050.

Depuis son entrée en fonction, M. Obama a déployé d'importants efforts pour faire en sorte que la conférence de Copenhague porte fruit, bien que de l'avis de la plupart des experts, elle ne constitue qu'un tremplin vers un accord général qui ne serait conclu que dans le courant de 2010.

« La décision du président Obama de se rendre à Copenhague reflète son engagement durable sur ce dossier et le rôle important qu'il souhaite jouer afin de trouver une solution mondiale au problème des changements climatiques, mais aussi pour établir les fondations d'un nouvel avenir dans le domaine de l'énergie où les sources propres seront utilisées de manière durable tout en suscitant la prospérité », selon la Maison-Blanche.

Le président Obama s'est ensuite rendu à Oslo, le 10 décembre, pour accepter le prix Nobel de la paix 2009 qui lui a été décerné.

Des délégués de 192 pays étaient à Copenhague pour la 15^e Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'accord de Copenhague viserait à prendre la relève du Protocole de Kyoto, conclu en 1997, et qui exigeait une réduction d'environ 5 % d'ici 2012 des émissions de gaz à effet de serre de la part de 37 pays industrialisés.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre

La question des engagements que prendraient les principaux pays industriels, tels les États-Unis et le Japon, mais aussi les économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre sont au centre des négociations internationales sur les changements climatiques, ces gaz étant généralement considérés comme l'un des éléments qui contribuent le plus au réchauffement de la planète, a indiqué le premier ministre danois, M. Lars Lokke Rasmussen.

Le communiqué de la Maison-Blanche souligne que « le président est prêt à soumettre à la table des négociations l'intention des États-Unis de cibler une réduction de quelque 17 % d'ici à 2020, par rapport aux niveaux de 2005, qui serait éventuellement conforme aux projets de lois sur l'énergie et le climat qui seraient adoptés aux États-Unis. Pour atteindre l'objectif établi par M. Obama d'une réduction de 83 % d'ici 2050, les projets de lois actuellement examinés par les deux chambres du Congrès exigeraient une réduction de 30 % d'ici 2025 et de 42 % en 2030, toujours par rapport aux niveaux de 2005 ; ces cibles provisoires reflètent une contribution substantielle à la solution d'un problème que les États-Unis n'ont que trop longtemps négligé ».

Un projet de loi adopté par la Chambre des représentants établit une réduction-cible de 17 % d'ici à 2020, tandis que la version du même document au Sénat exigerait une réduction de 20 %. La Maison-Blanche a tenu d'étroites consultations avec le Congrès avant de faire connaître les cibles qu'elle prévoyait pour les réductions de gaz à effet de serre. Lors d'une conférence de presse tenue à Pékin avec son homologue chinois, M. Hu Jintao, le président Obama avait déclaré : « Nous sommes aussi convenus d'œuvrer en



Dr. Holmes Hummel, Conseillère principale pour les affaires internationales au Département américain de l'Énergie donne une présentation sur l'avancement de la technologie de séquestration du carbone au Bella Center de Copenhague, le 11 Décembre 2009.

faveur du succès de la conférence de Copenhague. L'objectif que nous chercherons à atteindre, comme celui que préconise le premier ministre danois, M. Rasmussen, est un accord qui porte sur toutes les questions actuellement négociées et qui entre immédiatement en vigueur, et non pas un accord partiel ou une déclaration politique. » Et M. Obama d'ajouter : « Ce genre d'accord exhaustif serait une étape importante en vue de rallier le monde autour d'une solution au défi que posent les changements climatiques. Et nous nous sommes mis d'accord sur le fait que chacun d'entre nous prendra des mesures significatives d'atténuation et s'acquittera de ses engagements. »

Outre les réductions des émissions de gaz carbonique, M. Rasmussen a également dit que la conférence viserait à fournir du financement aux pays moins développés pour les aider à atténuer les conséquences néfastes du réchauffement planétaire.

Des démarches pratiques

La conférence parrainée par l'ONU à Copenhague, en combinant de manière avisée les principes et les démarches pratiques, pourrait être le tremplin vers la conclusion d'un accord global ayant force exécutoire, a déclaré la secrétaire d'État, Mme Hillary Rodham Clinton. « Au cours de l'année écoulée, nous avons, ici aux États-Unis, pris des mesures impressionnantes pour changer notre façon d'utiliser l'énergie chez nous, et nous avons pris la place qui nous revient à la table des négociations internationales sur le climat », a dit Mme Clinton le 11 novembre lors d'une conférence de presse à Singapour en marge du Forum de la zone de coopération économique Asie-Pacifique. « Et les États-Unis sont entièrement prêts à assumer leur part de responsabilité à ces négociations », a ajouté Mme Clinton. « Si nous faisons tous le maximum d'efforts et adoptons la bonne combinaison de pragmatisme et de principes, je pense que nous pourrions alors assurer des résultats solides à la conférence de Copenhague qui nous feront avancer vers un accord global. »

Tout accord devra préconiser la mise en vigueur immédiate de mesures internationales sur les changements climatiques, et tous les pays devront assumer leurs responsabilités, a expliqué Mme Clinton. Et l'accord devra aussi porter sur toutes les questions majeures, y compris l'adaptation, le financement, la coopération technique, le partage des technologies et la conservation des forêts. Tout accord devra

aussi inclure des mécanismes financiers en faveur des pays en développement pour les aider à appliquer les termes de ces accords compliqués, ce qu'ils n'ont souvent pas les moyens de faire. « Un nouveau fonds international pour le climat et un dispositif technologique permettront aux pays en développement de déterminer ce dont ils ont besoin, où trouver le matériel technique et le financement nécessaire pour l'utiliser de manière durable », a dit Mme Clinton.

La secrétaire d'État a mis l'accent sur le fait que la conférence de Copenhague n'était pas la conclusion d'un processus, comme l'ont suggéré certains membres des médias et groupes environnementaux. La conférence, a souligné Mme Clinton, entre dans le cadre d'un engagement général plus vaste de la communauté internationale à agir de manière plus responsable en ce qui concerne les changements climatiques, et à entamer la transition vers une économie mondiale à faible émission de carbone et une planète plus propre et plus verte.



La science sur une sphère au centre des États-Unis durant la CdP15 (Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) à Copenhague.

F

Mme Clinton réaffirme la volonté de coopération des États-Unis avec le monde musulman

Dans son discours prononcé au Sixième Forum pour l'avenir, la secrétaire d'État américaine, Mme Hillary Rodham Clinton, a réaffirmé la volonté des États-Unis d'être plus profondément engagés avec les communautés musulmanes de par le monde et leur détermination tout aussi ferme d'œuvrer en faveur d'une paix globale au Proche-Orient.

« Notre travail se fonde sur la volonté d'émanciper les individus plutôt que de promouvoir une idéologie ; d'être à l'écoute des autres et d'accepter leurs idées plutôt que de simplement leur imposer les nôtres, de forger des partenariats qui soient durables et d'une assise élargie », a déclaré Mme Clinton le 3 novembre. « Nous pensons que s'il existe entre nous des différences, il y a encore bien plus de points qui nous unissent. »

Au terme de son séjour au Maroc où elle participait au Forum pour l'avenir à Marrakech, Mme Clinton devait se rendre au Caire pour des consultations avec le président

égyptien, Hosni Moubarak, et d'autres responsables de son gouvernement avant de rentrer à Washington. Le 31 octobre, Mme Clinton avait rencontré le président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, puis s'était entretenue à Jérusalem avec le premier ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, dans le cadre d'une nouvelle tentative par les États-Unis de relancer les négociations de paix, actuellement au point mort. L'étape de Mme Clinton en Égypte viserait le même objectif.

Établi lors du sommet du G8 de 2004, le « Forum pour l'avenir » est une initiative commune des pays moyen-orientaux et maghrébins et des huit économies les plus industrialisées. Il offre l'occasion aux représentants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé de se pencher sur la manière de promouvoir les réformes politiques et économiques qui renforceront la liberté, la démocratie et la croissance économique dans la région élargie du Moyen-Orient.



Madame Clinton à Marrakech

Dans son discours à Marrakech, qui donnait suite à celui prononcé le 4 juin par le président Obama au Caire, Mme Clinton a annoncé le lancement de trois initiatives qui visent à renforcer l'engagement de Washington avec les musulmans de par le monde. La première d'entre elles servira à établir des partenariats dans le but de promouvoir la création d'entreprises et d'emplois, de même que le développement économique général du monde musulman. « Nous sommes déterminés à bâtir les échelons qui mèneront les peuples de cette région à des possibilités accrues, en contribuant à développer les énormes talents dont ils sont dotés », a dit Mme Clinton. Au début de l'année prochaine, le président Obama sera l'hôte à Washington d'un sommet sur la création d'entreprises, qui rassemblera toutes les personnes dont l'objectif est d'établir de petits commerces ou d'élargir ceux qu'ils possèdent déjà, et qui veulent mettre à profit leurs talents et les transformer en revenus qui apporteront des bienfaits à leurs familles, a aussi indiqué le secrétaire d'État.

La deuxième initiative prévue par les États-Unis, a dit Mme Clinton, consistera à œuvrer en partenariat avec les pays à majorité musulmane pour établir les fondations d'économies basées sur le savoir qui susciteront à leur tour des innovations scientifiques et technologiques. Dans ce cadre, le département d'État a établi un programme d'envoyés scientifiques qui effectueront des séjours dans le Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie du Sud et du Sud-Est pour s'acquitter de la mission que leur a confiée le président Obama d'encourager la collaboration scientifique et technique. Par ailleurs, le département d'État augmentera le nombre de postes dans ses ambassades consacrés aux affaires de l'environnement, de la science, de la technologie et de la santé. Pour financer ces solutions, la Société de promotion des investissements privés à l'étranger (OPIC de son sigle anglais) créera un fonds pour la technologie et l'innovation, a expliqué Mme Clinton.

L'éducation constitue le troisième domaine de cet engagement renforcé des États-Unis avec les musulmans de par le monde, a ajouté Mme Clinton. « Nous avons lancé un programme de partenariats entre les community colleges des États-Unis (établissements locaux d'éducation supérieure) et leurs équivalents dans les pays à majorité musulmane pour partager leur savoir et donner une formation qui permettra aux étudiants de trouver de bons emplois », a-t-elle précisé. Les États-Unis augmentent aussi le nombre de bourses scolaires

qu'ils offrent, notamment pour les étudiants du secondaire qui n'ont pas un accès adéquat à l'enseignement. Pour apporter leur concours aux organisations locales de la société civile, les États-Unis lancent également l'initiative Société civile 2.0, qui visera de manière systématique à doter lesdites organisations des derniers outils technologiques.

Les États-Unis entreprendront de nouvelles mesures visant à améliorer la condition des femmes et des filles pour qu'elles puissent participer pleinement à la vie de leurs sociétés. « Aucun pays ne peut accomplir de vrais progrès ou concrétiser tout son potentiel si la moitié de sa population est laissée pour compte », a déclaré Mme Clinton. Et d'ajouter : « Nous approuvons vivement la recommandation faite lors du Forum pour l'avenir de l'année dernière de créer un institut régional d'études sexospécifiques chargé de promouvoir l'autonomisation des femmes sur tous les plans : politique, économique, éducatif, juridique, social et culturel. » Mme Clinton a précisé que les États-Unis fourniraient un financement initial à ce projet de même que 2 millions de dollars pour financer des programmes novateurs visant à améliorer la condition de la femme au Moyen-Orient et au Maghreb.

La paix au Proche-Orient

Les États-Unis sont déterminés à œuvrer en faveur d'une solution à deux États dans le processus de paix israélo-palestinien, a déclaré Mme Clinton aux dirigeants de pays moyen-orientaux et maghrébins rassemblés à Marrakech le 3 novembre. « Nous poursuivrons cet objectif avec constance et détermination, a-t-elle souligné. Il s'agit d'une question qui préoccupe vivement l'ensemble des pays représentés ici, ainsi que d'autres situés bien au-delà de cette région. Bien que la paix soit un objectif réalisable, les États-Unis n'y parviendront pas seuls.

« Je suis persuadée qu'avec votre appui, nous pourrons nous frayer un chemin à travers l'histoire complexe et enchevêtrée qui nous empêche trop souvent d'avancer sur ce sujet capital », a poursuivi Mme Clinton. « Je vous invite, en tant que dirigeants de pays qui ont, relativement à ce dossier, des enjeux directs et des intérêts profonds, à réfléchir chacun à la manière dont vous pouvez manifester cet engagement nécessaire à tout progrès. »



Destinataire :

Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html>. Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.

Home - Telling America's Story - America.gov
http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html
Editions: Español | Français | Français | العربية | 中文 | عربي
U.S. DEPARTMENT OF STATE

Embassy of the United States of America
Dakar, Senegal
Ambassade des Etats-Unis
Ave Jean XXIII x Rue Kléber - B.P. 49 DAKAR, Sénégal - Tél. 33-829-21-00

English Version

Etudes aux Etats-Unis

PAGE PRINCIPALE
L'AMBASSEUR
SERVICES CONSULAIRES & VISAS
SERVICE COMMERCIAL
BUREAU DE PRESSE
BUREAU DES AFFAIRES CULTURELLES
CENTRE D'INFORMATION AMERICAIN
BUREAU DES PROGRAMMES D'ANGLAIS
ATTACHÉ DE DEFENSE

Le service d'orientation pédagogique des études aux Etats-Unis du Bureau des Affaires Publiques fournit des conseils pratiques et objectifs aux étudiants désireux de poursuivre des études aux Etats-Unis.

Ce service consiste principalement à :

- Conseiller les étudiants lors des sessions d'information individuelles ou de groupe.
- Renseigner sur le système éducatif américain et les universités américaines par téléphone, par lettre ou par email.
- Assister les étudiants dans le processus d'inscription et de demande de visa.

Programme
Sessions d'information individuelles :

education USA

Téléphone:
(221) 33-829-2340
(221) 33-829-2381
Fax:
(221) 33-822-2345
email:
educationusackr@state.gov

[Bureau de Presse](#)
[Bureau des Affaires Culturelles](#)
[Informations sur les Etats-Unis](#)

Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Thierry PINA

Conception - Réalisation : POLYAROMBE

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

